

SAMIR AMIN

(extrait de « Délégitimer le capitalisme », Contradictions, Bruxelles, 2011)

La financiarisation, indissociable du capitalisme

J'ajouterai à cette phrase-titre : et la financiarisation aggravée est indissociable du capitalisme des monopoles généralisés et de l'impérialisme contemporains.

Le marché capitaliste dominant est celui qui commande l'accès au capital « disponible » pour le mettre à la disposition des capitalistes. Dans ce premier sens la financiarisation est inhérente au capitalisme réel ; elle n'est pas « surajoutée ».

Par ailleurs le rapport social à travers lequel s'exprime le capitalisme est masqué par l'appropriation privée du capital. Et cette propriété fait l'objet de titres qui sont eux-mêmes des objets marchands. Marx avait déjà fait cette observation à propos des sociétés par action. Les titres de propriété en question circulent et sont, dans cette circulation, l'objet d'estimations de leur potentiel de production de profits. Dans ce second sens également la financiarisation est inhérente au capitalisme.

Dans le modèle de l'accumulation élargie que j'ai proposé, l'intervention du crédit (du marché monétaire et financier plus généralement) pour faire aux capitalistes l'avance de la valeur des équipements au début de chaque phase est incontournable. C'est un troisième sens de la financiarisation inhérente au capitalisme.

D'une manière plus générale marchandise et monnaie sont conceptuellement indissociables parce qu'elles constituent les bases objectives de l'aliénation qui définit la société capitaliste et permet sa reproduction dans toutes ses dimensions économiques, politiques, sociales et culturelles. Faute de comprendre la centralité du concept d'aliénation, les économistes vulgaires, y compris ceux qui se veulent critiques du capitalisme, ne sont pas en mesure de saisir la nature de la double face du système, à la fois réel et financier. Leurs propos aberrants concernant « la monnaie/bien collectif » en sont le témoignage éloquent.

Il n'y a pas de capitalisme pensable sans crédit.

Dans le modèle de l'accumulation élargie que j'ai proposé et auquel je renvoie ici (voir entre autre son rappel dans mon livre sur la mondialisation de la valeur) je fais référence à mes développements (déjà anciens) concernant la question de la « réalisation de la plus value » qui avait tourmenté Rosa Luxemburg. Je crois avoir répondu au défi et établi que l'accumulation élargie n'était possible qu'à la condition qu'au démarrage d'une période de production (un an, quinze ans peu importe) une « avance » soit faite au capitaliste d'un montant égal à la plus value qu'il pourra réaliser au cours de cette période, lui permettant de rembourser cette avance au terme de celle-ci.

Dans ce premier sens le capitalisme est toujours « financiarisé », et ne peut être autre.

Mais il faut en dire davantage : le volume de l'expansion du crédit nécessaire pour rendre possible l'accumulation élargie est « calculable ». Ni trop, ni trop peu. Cette exigence soulève

la question sérieuse de la gestion du crédit, de son émission, de la « création » et « destruction » de monnaie par ses soins. Cette exigence est nouvelle, spécifique au capitalisme, et ne répond pas aux questions relatives au crédit dans les systèmes marchands non capitalistes antérieurs.

La gestion du crédit dans le capitalisme soulève une question nouvelle : le crédit doit servir non pas « un » capitaliste (l'emprunteur) mais le capitalisme (le collectif des capitalistes) puisqu'il doit être déterminé en volume par les exigences de l'équilibre dans l'accumulation élargie.

Crédit et Etat se retrouvent ici en association nécessaire. L'Etat, nous rappelle Engels, n'est pas le défenseur des intérêts des capitalistes, mais celui du capitalisme, fut-ce donc, dans certains cas, contre les intérêts de certains capitalistes, même parfois nombreux ! L'Etat au service de capitalistes, ou de certains d'entre eux, c'est l'Etat corrompu !

De la même manière le crédit doit être géré par le capitalisme collectif et pour le servir, pas par des capitalistes, pour leur bénéfice exclusif apparent. L'économie vulgaire, qui ne sait pas faire cette distinction, ignore la question. Le crédit, pour elle, peut être géré par ses gestionnaires (les banques) sur la base exclusive des profits que ces capitalistes privés et particuliers peuvent tirer de cette gestion. A la vraie question – quel volume de crédit est exigé par l'accumulation élargie – elle substitue un faux problème : le « prix de la liquidité ».

Deux séries de problèmes doivent trouver leur solution dans l'esprit de la thèse que je développe ici (qui n'est autre que celle de Marx, à mon humble avis).

La première de problèmes concerne la nature de la monnaie en dernier ressort.

Cela a été longtemps encore, dans le capitalisme, le métal (or en particulier). Marx a proposé ici des développements d'une grande richesse concernant le rapport entre le volume du crédit émis et celui de l'or produit. Ses commentaires sur les débats – britanniques presque exclusivement à leur époque – opposant les « bullionistes » aux partisans de la banque, sont à cet effet, magistraux.

L'abolition de la convertibilité – partielle jusqu'en 1971, intégrale depuis – modifie les données du problème et l'ampleur des options concernant la gestion du crédit.

Le crédit n'a jamais été exclusivement pratiqué pour la seule satisfaction des exigences de l'accumulation élargie. Il a toujours existé un « crédit à la consommation privée » (fort peu important avant l'époque tout à fait contemporaine) mais surtout un crédit à l'Etat. Celui-ci est même fort antérieur au capitalisme. Les « financiarisations » anciennes, mises en relief par Giovanni Arrighi (*The long XXth Century*) sont de cette nature ; elles reposent sur les prêts gigantesques faits par les marchands (ou les villes marchandes au fait de leur gloire) aux monarques.

Dans le capitalisme et avec la convertibilité/or l'accès possible de l'Etat à l'emprunt sur les marchés financiers demeure limité par les exigences de la convertibilité. Ce n'est donc pas un hasard si le recours massif à ces emprunts est plutôt celui d'Etats périphériques (l'Empire Ottoman, les pays d'Amérique latine). Le prêt est ici « garanti » par la possibilité des puissances impérialistes de se faire rembourser en s'emparant du pouvoir dans les pays défaillants par leur gestion directe de la fiscalité (des douanes en particulier). Le « crédit » est ici tout simplement un moyen de pillage direct sans recourir à l'implantation de formes de production exigeant l'exploitation directe du travail. L'endettement des pays du tiers monde

contemporain et les politiques d'ajustement structurel que le système global leur a imposées sont de même nature.

Mais dès lors que la convertibilité est abolie le champ d'expansion du crédit prend une toute autre ampleur. En principe l'Etat peut emprunter d'une manière illimitée auprès de sa banque centrale, qui imprime du papier en contrepartie. Bien entendu ce recours génère l'inflation qui à la fois réduit les coûts du « remboursement » et enferme dans un cercle vicieux qui peut devenir tragique. C'est pour réduire à néant ce danger apocalyptique que l'Europe a choisi les règles extrêmes de Maëstricht. Et si les Etats Unis n'ont pas été contraints jusqu'aujourd'hui d'en faire autant c'est parce que l'adoption du dollar comme monnaie internationale acceptée par les autres permet de transférer la dette de l'Etat américain aux autres, contraints de devenir ses créanciers. Mais c'est là une question que nous retrouverons plus loin.

Et tout état de cause, même lorsque la convertibilité est abolie, l'or reste présent derrière les coulisses. Toutes les sociétés humaines jusqu'à ce jour ont besoin de fétiches. Dans le capitalisme, c'est l'or. On découvre ici une autre facette de l'aliénation générale.

La seconde série de questions concerne la gestion du crédit : privée ou publique ?

Les banques, y compris les banques centrales ont toujours été privées jusqu'à la seconde guerre mondiale (sauf le FED étatsunien, de création récente). Cela ne gênait pas beaucoup leur gestion fonctionnelle en qualité d'agents du capitalisme dans son ensemble. Car à l'époque la propriété de ces banques (et elles étaient plurielles) était distincte de celle des entreprises de production qu'elles servaient, même lorsque, comme en Allemagne, le lien grandes entreprises/banques était plus marqué qu'ailleurs. De ce fait les banques étaient contraintes d'obéir aux politiques de crédit mises en œuvre par la banque centrale, en étroite coopération avec l'Etat.

François Morin (*Le Mur de l'Argent*) a parfaitement démontré que ce mur ne séparait pas un segment du capital (le capital financier) de l'autre (le capital productif) mais était érigé par le capital dans son ensemble pour résister aux assauts de ses victimes – les travailleurs. Lorsque, dans des conditions politiques donnés l'Etat est contraint de tenir compte des revendications des travailleurs, le mur qui lui est opposé sert alors d'alibi pour faciliter sa trahison éventuelle et son retour à sa fonction normale, celle de servir le capital.

Ce qui a changé depuis, ce n'est pas que le capital financier se serait érigé en position dominant le capital productif, comme le croient nos analystes critiques de la gauche naïve. Le changement est d'une toute autre nature. En réponse à la crise longue des années 1970-1980 le capital dans son ensemble a réagi par sa monopolisation accentuée. Au point d'être parvenu au stade nouveau que j'ai qualifié de stade du capitalisme des oligopoles généralisés et financiarisés. Par généralisés j'entends qu'ils dominent désormais tout l'appareil – « productif » ou non – du capitalisme et non plus des segments de celui-ci, fussent-ils importants comme c'était le cas dans le premier capitalisme des monopoles (1890-1950). Par financiarisés j'entends que les groupes oligopolistiques rassemblent et des entreprises de « production » et des institutions financières (banques, assurances, fonds de pension, hedge funds). De ce fait ce ne sont plus seulement les institutions financières qui se livrent aux opérations sur les marchés financiers, ce sont tout autant – et à grande échelle – les entreprises dites « productives ». Le fait est connu et reconnu de tous, sans pour autant qu'on en tire les conclusions qui s'imposent. La gauche naïve fait comme s'il s'agissait là d'une dérive qu'on peut corriger alors que – comme on le verra plus loin – le capitalisme contemporain ne peut être autre parce qu'il n'y a plus de séparation possible entre les institutions financières et les

entreprises dites de production. François Morin en a donné une présentation précise et magnifique.

Dans ces conditions il n'y a plus de « politique de crédit » possible, au service du capitalisme d'ensemble, mais une collection de politiques tout court de chacun des groupes oligopolistiques, concernant à la fois la production réelle (délocalisations incluses) et le financement. L'économie vulgaire contemporaine considère salutaire cette abolition des fonctions odieuses de l'Etat se permettant de contrôler le crédit.

Alors que faire ?

La mode est aujourd'hui, en réponse à « la crise financière » initiée par l'effondrement de Septembre 2008, de « séparer » le bon capitalisme », utile et efficace, celui des entrepreneurs qui investissent dans la production réelle de biens et services et innovent en réponse à la compétition, du « mauvais capitalisme » des spéculateurs financiers ». A partir de cette distinction on propose donc des « régulations » qui devraient permettre, selon leurs auteurs, de faire reculer la financiarisation abusive du capitalisme au bénéfice de la restauration d'une croissance « saine ».

Les projets de régulation les plus modestes se contentent de « faire la morale », à la rigueur de limiter par voie réglementaire les rémunérations « scandaleuses » des traders et des banquiers, comme le proposent Obama, Sarkozy et d'autres.

D'autres projets, dits « néo-keynésiens » vont beaucoup plus loin. Ces projets associent à la panoplie des mesures réglementaires destinées à limiter la spéculation, une série de politiques actives visant à redistribuer le revenu en faveur des travailleurs et à « diriger » les instruments du crédit, sans hésiter à préconiser la nationalisation des grandes banques et peut être même au-delà. Mais ces projets restent dans la logique du respect de la propriété privée, y compris de celle des oligopoles qui dominent le système productif contemporain. Je ne reviendrai pas ici sur la critique que j'ai adressée à tous ces projets à mon avis illusoire (Cf. Annexe).

Je n'hésiterai pas à dire que même la nationalisation de l'ensemble des banques, assurances et autres institutions financières ne garantirait pas la mise en œuvre d'une politique de crédit autre que celle exigée pour perpétuer la ponction par les oligopoles de leur rente de monopole. Pour au moins deux raisons majeures. La première est que tant que ces oligopoles ne seront pas à leur tour nationalisés, il n'y a aucune raison d'imaginer qu'ils ne restent pas les maîtres du jeu, imposant aux banques nationalisés de les servir honnêtement. Or la nationalisation des oligopoles n'est pas à l'ordre du jour des projets de notre gauche naïve. La seconde est que le crédit au service des oligopoles remplit la fonction incontournable de soutien à l'expansion du département III, seule possibilité de faire fonctionner le capitalisme contemporain et même d'assurer une croissance minimale. Je reviendrai sur cette question.

La confusion atteint son paroxysme dès lors qu'on confond monnaie et gestion du crédit.

L'argent n'est pas un bien collectif (« *common good* »), mais un bien super privé. Mon argent n'est pas le tien. Et la gestion d'un système économique un tant soit peu décentralisé, même dans les premières étapes d'une évolution socialiste, l'exige. « L'argent » d'une entreprise n'est pas celui d'une autre !

La novlangue étatsunienne a jeté ici la confusion la plus totale sur les enjeux réels. On parle à tort et à travers de ces *common goods* qui sont tout et n'importe quoi. Mais si la monnaie est un *common good*, comme l'air atmosphérique (qui pourtant ne fait pas l'objet d'une

appropriation privative comme l'argent), parce que c'est un bien « utile », alors pourquoi ne pas dire que les aliments (au-delà de l'eau !) et beaucoup d'autres choses qui ne sont pas moins utiles ne devraient pas faire l'objet d'appropriation privée ? Plaidoyer pour le communisme intégral si on prend cette novlangue au mot. Pourquoi pas ? Mais sûrement ni pour demain, et encore moins dans l'esprit de ses inventeurs !

La novlangue étatsunienne offre une belle panoplie de mots privés de sens précis, comme la gouvernance, la société civile, dont je ne discuterai pas ici des usages aberrants, qui sortent de notre sujet. Cet anglais étatsunien contemporain n'est pas la langue de Shakespeare et de Locke. Elle est bien une novlangue formatée pour brouiller les esprits et faire entrer la critique – qui devient celle d'une grande naïveté – dans le carcan d'un consensus possible, finalement toujours libéral, c'est-à-dire pro capitaliste. Des mots vagues à souhait autorisent l'exercice du bon sens (apparent) pour légitimer des options différentes. Mais le bon sens résiste mal à la raison logique. Il faut se libérer de ce jargon étatsunien, s'en désaliéner.

Dès lors qu'il y a monnaie et crédit la plus value doit être repartagée de manière à « rémunérer » le prêt. Un taux d'intérêt de l'argent devient nécessaire.

Ici encore l'intérêt de l'argent était apparu avant le capitalisme, dans les interstices de l'échange marchand. Mais il était mal vu – « l'usure » –, condamné par l'opinion et souvent réservé à des minorités de parias (fussent-ils riches), comme les Juifs en Europe.

Mais avec le capitalisme le taux de l'intérêt devient l'un des moyens de mise en œuvre de cette politique de crédit destinée à garantir le volume de celui-ci exigé par l'accumulation élargie, ni trop, ni trop peu.

On aurait pu imaginer un autre moyen d'émission et de répartition du crédit capable de satisfaire l'exigence de l'accumulation sans versement d'intérêts : une banque (d'Etat) obéissant alors aux ordres du Gosplan. C'était à peu près la logique du système soviétique de répartition des fonds entre les entreprises.

La logique « naturelle » du capitalisme, et le respect de la propriété privée des banques qui lui est associée, suggéraient l'option pour un taux d'intérêt. Mais « surveillé » par la banque centrale de manière à faire coïncider – plus ou moins – les volumes de crédit émis et les exigences de l'accumulation. Je dis bien plus ou moins puisque les politiques de crédit en question n'ont jamais aboli les cycles ; en ont même accusé les amplitudes.

L'économie vulgaire a l'obligation de donner une explication du taux de l'argent (« prix de l'argent ») cohérente avec son langage d'ensemble – à chaque chose son « prix », et le « prix juste ». La préférence pour la liquidité, ou la dépréciation du futur remplissent cette fonction, d'autant que ces concepts font référence à l'homo oeconomicus de tous les temps.

Mais à son tour la réalité trouve son interprétation retournée. Ce n'est pas la plus value partagée qui fournit les intérêts de l'argent. C'est l'argent qui devient productif (« facteur de production ») par lui-même. Tout ce qui « rapporte » est « productif » (de ce qu'il rapporte). La tautologie est parfaite. L'argent fait des petits (sans passer par la production). Nous sommes ici confrontés à une aliénation à la puissance 2, que je proposerai d'appeler « aliénation financière » pour la distinguer de l'aliénation marchande générale, dont elle procède néanmoins.

L'aliénation poursuit son chemin, et conforte à chaque étape la confusion entre économie dite « réelle » et « financiarisation ».

La propriété capitaliste privée est, en termes réels, celle des usines, des bureaux, des magasins, des cabinets de service, des banques etc. Je ne discuterai pas ici des problèmes adjacents sérieux que pose l'exercice de cette propriété : propriété, possession, contrôle, plus ou moins dissociés.

L'important ici est de savoir que cette propriété fait l'objet de titres ayant statut et valeur juridiques. Et que ces titres sont à leur tour des marchandises, qu'on peut vendre et acheter. Les « prix » de ces titres sont assis sur l'estimation de leur potentiel de production de profits. Ils sont donc fluctuants, parfois même volatiles, toujours sujets à spéculation possible. Il devient impossible d'ignorer que la « valeur d'une propriété » est l'objet de deux estimations parallèles : en termes réels la valeur des équipements de l'usine, du stock du magasin, en termes financiers la capitalisation (au taux d'intérêt !) du profit que sa mise au travail peut rapporter. Le « capital fictif » que représente la seconde forme d'évaluation (si on l'appelle ainsi) n'est pas tout à fait dissociable de l'évaluation « réelle », mais il en est bien dissocié dans les « comportements » effectifs des acheteurs et des vendeurs de ces titres. Leur coïncidence nécessaire, quand elle n'est plus réalisée spontanément, s'affirme alors par la « crise ».

Rien ici de bien nouveau. Marx avait déjà fait dans ce sens le commentaire des sociétés par actions et des opérations dans les premières bourses de valeur de son temps.

La comptabilité tenue par les entreprises capitalistes est soumise à des usages différents, soit que les réserves affectées à l'amortissement sont estimées au prix historique réel d'achat des équipements en question, soit qu'elles le soient d'une autre manière pour tenir compte de leur dévalorisation dès lors que des modèles plus récents et plus efficaces sont appelés à les remplacer un jour ou l'autre (« comptabilité aux prix du marché »). Les Européens ont en général donné la préférence à la première méthode, les nord-américains à la seconde, appelée à se généraliser avec la financiarisation contemporaine.

Marx (*Le Capital*, Vol I, Chap. VIII, page 233, Edition TdC 2009) envisage effectivement une comptabilité des capitalistes « aux prix du marché », au demeurant parfaitement conforme à l'illusion produite par l'aliénation, c'est-à-dire à la substitution d'une réalité virtuelle en lieu et place de la réalité réelle. Le recours de l'économie vulgaire aux « anticipations » illustre la formulation de cette substitution.

Les formes de ces deux modes de comptabilité ne donnent pas de résultats différents en substance, mais elles produisent des « impressions » qui le sont. La comptabilité aux prix historiques alimente la constitution de « réserves » correspondant aux amortissements suffisants pour permettre une bonne couverture des renouvellements. Par contre lorsque ces « réserves » sont réduites à zéro – la « valeur estimée » des équipements mis en œuvre étant devenue nulle dès lors que de nouveaux équipements sont disponibles sur le marché – l'amortissement annulé fait place à un « surprofit » qui lui est égal. Si ce profit est distribué aux actionnaires la firme ne peut renouveler ses équipements que si son accès au marché financier le lui permet. La face « firme/bien marchand » l'emporte sur sa face « firme/lieu de production », comme c'est le cas dans l'économie capitaliste contemporaine, en particulier aux Etats Unis.

La probabilité que dans le capitalisme réellement existant, les conditions d'un équilibre des offres et des demandes réelles (a fortiori de celles qui répondent à l'imaginaire des marchés et

de l'économie virtuelle qui lui est associée) permettant une accumulation élargie qui ne fasse pas problème, est quasiment nulle.

La financiarisation n'est en aucune manière une dérive regrettable et son explosion ne se déploie pas au détriment de la croissance de l'économie « réelle » de production.

Il y a une bonne dose de naïveté dans les propositions dans le style de la « social-démocratie prise au sérieux » qui suggèrent le contrôle de l'expansion financière et la mobilisation du surplus financier pour soutenir la « croissance réelle ». La tendance à la stagnation est inhérente au capitalisme des monopoles superbement analysé par Baran, Sweezy et Magdoff. La financiarisation non seulement fournit alors au surplus de capitaux leur seul débouché possible mais encore constitue le seul stimulant de la croissance. Faire reculer la financiarisation ne pourrait donc qu'affaiblir encore davantage la croissance de l'économie « réelle ».

Je renverrai ici à l'ouvrage récent de John Bellamy Foster et Fred Magdoff (*The Great Financial Crisis*, Monthly Review 2009) qui nous donne la meilleure analyse de l'étape contemporaine de la financiarisation. Le volume du surplus généré dans le capitalisme des oligopoles généralisés et partant celui de la part de ce surplus que ces oligopoles s'approprient (leur rente de monopole) sont désormais tels que la dilatation du département III nécessaire pour absorber ce surplus devient impossible sans une dilatation sans limite du crédit, sous toutes ses formes – crédit aux « consommateurs », crédit aux Etats. Là réside le secret des « bulles » successives – celle des technologies de l'informatique, celle des prêts immobiliers (dont l'éclatement a provoqué la crise financière de 2008), celle – en cours – qui porte sur les matières premières et les produits alimentaires de base. Là réside le secret de la montée vertigineuse de la dette des Etats, en dépit des « interdictions » du traité de Maëstricht (pour les Européens).

Des politiques ont été systématiquement mises en œuvre pour permettre cette dilatation, en premier lieu l'abandon du système de Bretton Woods (1971-1973) et l'adoption du système généralisé des changes flexibles, imposé de surcroît par FMI interposé à l'ensemble des pays de la périphérie dans la nouvelle mondialisation dite « néo-libérale ». L'option en faveur de ces politiques n'est pas le produit d'une « dérive » inspirée par une « théorie monétariste » dogmatique, voire stupide. Il n'y a pas pour le capitalisme réellement existant d'autre option possible. Et c'est en ce sens que le capitalisme se révèle obsolète.

Foster et Magdoff démontrent que la croissance molle de la triade Etats Unis/ Europe/ Japon est elle-même intégralement redevable à cette option de financiarisation. Le capitalisme des oligopoles est nécessairement financiarisé ; sa reproduction se déplace de « bulle » en « bulle ». Une première bulle explose forcément dès lors que la poursuite de sa croissance « indéfinie » est entravée pour une raison quelconque ; et le système ne peut sortir de la crise financière occasionnée par cette explosion qu'en s'engageant dans la fabrication et le gonflement d'une nouvelle bulle. Evidemment cette forme d'accumulation fragilise l'équilibre global et les crises financières qui se succèdent sur son parcours sont appelées à produire à leur tour des crises de « l'économie réelle ». La probabilité que dans ce capitalisme réellement existant, soient réunies les conditions d'un équilibre des offres et des demandes réelles (a fortiori de celles qui répondent à l'imaginaire des marchés et de l'économie virtuelle qui lui est associée), qui permette une accumulation élargie sans problème, est quasiment nulle.

C'est pourquoi la crise est une crise de système longue et non pas une « crise financière ». Je renvoie ici (voir annexe) à l'analyse que j'en propose, qui refuse la méthode fondée sur la juxtaposition de « crises » - au pluriel (financière, énergétique, agro-alimentaire, écologique etc.).

Le capitalisme pourrait-il sortir de cette longue crise, et même en sortir « renforcé ». Les inconditionnels de l'illusion du capitalisme – éternel – fin – de – l'histoire ne manquent pas à l'appel pour le prétendre. « Le capitalisme sait s'ajuster à tout » répèteront-ils. Au fait, si par capitalisme ils entendent ce que l'économie vulgaire en dit, leur jugement est fondé, puisque le capitalisme apparaît, dans cette vision hallucinatoire, avec la pierre taillée. Ce que ces inconditionnels ne peuvent pas imaginer, c'est que s'il « s'en sort », le capitalisme sera contraint de déployer avec encore plus de violence les dimensions destructrices du processus de valorisation du capital qui le commandent.

Pour comprendre les raisons de l'explosion de la sphère des opérations financières depuis une trentaine d'années il faut donc partir de l'analyse des difficultés auxquelles l'accumulation du capital se trouve confrontée.

Mais auparavant il est nécessaire de rappeler que l'accumulation capitaliste est à la fois « réelle » et « financière » et que la distinction entre ces deux faces de la même réalité – le capitalisme réellement existant –, si utile soit-elle pour l'analyse des contradictions de l'accumulation, ne doit pas laisser entendre que la première de ces faces serait « bonne et utile » et la seconde « néfaste ». Car le processus « réel » et le processus « financier » sont complémentaires et pas du tout « concurrents ».

L'accumulation est tout autant accumulation d'avoirs financiers que d'avoirs réels. Foster et Magdoff (op cité, page 68) écrivent, en anglais : « *accumulation is adding to the stock of existing capital goods, ..., it is also adding to the stock of existing financial assets* ». L'observation est importante.

Sur ces bases Foster et Magdoff (op cité page 81 et page 106) critiquent la proposition de la fameuse taxe Tobin précisément parce que celle-ci est fondée sur l'hypothèse de concurrence et non de complémentarité entre les investissements réels et les investissements financiers. En anglais « *Does it (i.e. adding to financial assets) do so at the expense of producing real goods and services* »? Et la réponse de Foster et Magdoff est tout simplement (en anglais) : « *Not at all* ». Tobin, comme les radicaux aux Etats Unis et ailleurs, ignorent que la financiarisation est fonctionnelle. En anglais : « *financialization is functional for capitalism* ».

Les critiques bien intentionnés de la gauche des écoles « radicales » étatsuniennes ne le comprennent pas. Foster nous rappelle que, dans leurs écrits, ces critiques parlent continuellement des dérives financières qui « réduisent » les possibilités de l'accumulation réelle. En anglais l'expression est que la fuite dans l'investissement financier « *crowds out* » (chasse) l'investissement dans l'expansion et l'approfondissement des systèmes productifs. Ce point de vue fondamentalement erroné est repris ad nauseam par les gauches européennes et la majorité de ceux qui se rangent sous les bannières de « l'alter-mondialisme ».

L'accumulation a toujours impliqué – à toutes les étapes de l'histoire du capitalisme – des investissements « réels » (achats d'équipements), une expansion du crédit commandée par les exigences de l'équilibre entre les départements I et II en croissance, et simultanément des opérations financières d'achat et vente des titres de propriété.

Dans le capitalisme à son étape pré-monopoliste (en gros donc au XIXe siècle) la dimension réelle de l'accumulation s'exprime principalement - mais jamais exclusivement) par les exigences de la croissance équilibrée répartie entre les départements I et II et par celle du crédit (ce que j'ai appelé la fonction active du crédit dans l'accumulation).

Il n'en est plus de même dans le capitalisme des monopoles (c'est-à-dire depuis la fin du XIXe siècle). Comme on l'a vu (voir la première partie) l'accumulation exige désormais une dilatation du département III. Cette exigence ne peut pas être comprise par l'économie vulgaire et donne lieu, de ce fait, à des explications sans rapport avec la réalité. L'économie vulgaire est incapable de comprendre que le capitalisme des monopoles est le produit d'une tendance opiniâtre dominante à la stagnation. Les analyses associant l'approfondissement de la théorie de la valeur à l'analyse empirique rigoureuse, que Baran, Sweezy et Magdoff ont proposées à cet effet ne sont pas lues, ou mal lues.

Les économistes de notre époque ignorent – délibérément – l'analyse de la contradiction fondamentale du capitalisme qui conduit à la reconnaissance de la tendance opiniâtre du capitalisme des monopoles à la stagnation. Ils lui substituent un discours sur le cycle, la conjoncture de « récessions » puis de « reprises » successives (de 1971 à nos jours). Comme si l'observation du fait majeur – les taux de croissance depuis 1975 jusqu'à ce jour sont toujours restés à des niveaux qui ne dépassent guère la moitié de ce qu'ils furent de 1945 à 1975 – n'avait aucune importance.

Le postulat (erroné) de l'économie conventionnelle érigé en principe fondamental, est que la croissance forte est inhérente au capitalisme, « intériorisée ». L'observation de la réalité impose de voir les choses autrement : c'est la croissance forte qui est l'exception et doit être expliquée par des causes particulières, la règle étant la tendance à la stagnation. Les trente glorieuses de croissance forte (1945-1975) constituent l'exception. Elles viennent après la longue crise (1873-1945) dont la dernière phase du déroulement avait produit les deux guerres mondiales et les deux grandes révolutions (1914-1945). Les transformations gigantesques entraînées par ces « évènements » sont à l'origine de rapports de force internationaux et sociaux moins défavorables aux peuples et aux classes ouvrières qui ont constitué à leur tour les conditions exceptionnelles de la croissance accélérée des trente glorieuses. Puis vient la seconde longue crise, amorcée en 1973 et dont nous sommes loin d'être sortis.

Ma présentation de cette histoire du capitalisme réellement existant des monopoles est différente de celle qui la lit dans les termes des cycles longs dits de Kondratiev. Je ne reviens pas ici sur les critiques que j'ai adressées à cette dernière lecture, fondée sur l'idée de retournement du cycle long engendré par la logique interne de son déploiement.

Le département III est hétéroclite, ai-je déjà dit. Mais il contient une composante financière importante. Celle-ci se dilate en parallèle à la dilatation du département III dans son ensemble et même se dilate à un rythme plus marqué. L'observation empirique le confirme : la part du secteur « financier » dans le PIB global est en croissance. Ce gonflement est le produit des difficultés grandissantes de l'accumulation et non sa cause. Il constitue une forme – parmi d'autres – d'absorption du surplus.

Ce que j'ai ajouté à cette analyse concerne la nouvelle étape du capitalisme des monopoles, celle que j'ai qualifiée d'étape du capitalisme des oligopoles généralisés (à partir de 1970-1980), faisant suite à la forme première du capitalisme des monopoles (1880-1950/1970).

J'ai avancé ici la thèse que la contradiction fondamentale qui caractérise l'accumulation – celle qui oppose la capacité de production en croissance forte et celle de consommer en

croissance moindre – est parvenue à un degré de violence telle que la seule solution possible pour le capital imposait la généralisation de la forme oligopolistique du contrôle de l'économie. Il s'agit là d'un saut qualitatif. Sa conséquence est que la croissance du surplus (au sens de Baran et Sweezy) s'accélère et que la seule réponse possible implique alors une accélération du volume des « opérations financières » dont la proportion au sein du département III s'accroît rapidement et violemment. L'envol du volume de ces opérations qui se détache désormais de celui de l'économie (département I, II et III ensemble) est constaté à partir de 1980.

Dire que ces opérations sont largement sinon exclusivement spéculatives et parasitaires, voire à la limite malhonnêtes n'a rigoureusement aucune portée. Un « autre » capitalisme n'est pas possible, comme le dit Rémy Herrera. Dire qu'elles « prennent la place » des investissements réels qu'elles « chassent » est erroné. Au contraire Foster a démontré que la croissance molle des économies de la triade impérialiste aurait été encore plus faible sans ce gonflement du « financier ».

Par contre dire que cette explosion démontre que le capitalisme est un système obsolète me paraît devoir être la conclusion qu'on doit en tirer. Mais ce qui est obsolète ce n'est pas le capitalisme « financier », mais le capitalisme tout court, celui des oligopoles qui ne peuvent être que financiarisés. Faute d'être suffisamment radicale, la critique des « radicaux » (aux Etats Unis) et celles – copies/collées – des gauches européennes et des alter mondialistes, perd son caractère radical. Elle devient expression de vœux pieux et impuissants, sermon moral que Sarkozy, Obama ou Stiglitz peuvent nous administrer sans danger (pour le capital).

L'invention des « moyens » capables d'offrir au surplus en dilatation des débouchés « financiers » n'est pas à l'origine de cette dilatation. Elle en est au contraire la conséquence. On invente toujours ce qu'il est nécessaire d'inventer. La logique générale de ces inventions – au-delà de leur complexité technique qui interdit au bon peuple d'y comprendre grand chose – est simple : des assurances en cascade. « S'assurer » le profit (toujours incertain), puis s'assurer de cette première assurance et ainsi de suite sans fin.

Le gonflement du volume de l'accumulation financière – les « assurances en cascade » entre autre – implique un gonflement sans limites du crédit. Celui-ci sort des limites de l'épure dans le cadre de laquelle le crédit est seulement l'agent actif de l'accumulation. Bien entendu, disons le au passage, ce gonflement aurait été impossible dans un système monétaire faisant référence à l'or – même à un degré second voire tertiaire. C'est pourquoi il a exigé l'abandon de Bretton Woods, en 1971-1973. Pas par hasard.

Le gonflement indéfini du crédit répond à la préoccupation de liquidité des avoirs en capital (réel et financier) qui l'emporte désormais sur toute autre considération. On comprend alors que les avoirs « réels » eux-mêmes (les entreprises physiques, les bâtiments, leurs équipements, les stocks de marchandises) doivent devenir autant « liquides » que les avoirs financiers. L'économie conventionnelle n'explique pas les raisons de cette exigence. Elle lui substitue un discours idéologique dont la fonction est de donner légitimité à la réduction des avoirs physiques à des formes d'avoirs liquides.

On dira que le procédé est absurde. Du point de vue de la rationalité sociale globale il l'est. Mais il ne l'est pas du point de vue du possesseur de capitaux qui y recourt. Et c'est cette seule rationalité que le système reconnaît. La nature du conflit de ces deux rationalités ne peut être saisie hors de l'analyse de l'aliénation qui commande la vie capitaliste.

Je ferai ici un parallèle sans doute osé, mais, je l'espère, illustratif. L'aliénation fondamentale des systèmes anciens était de nature « métaphysique » : c'est Dieu (en fait sa définition par la religion instituée dans la société concernée) qui fait l'histoire, non les « hommes ». On comprend alors que certains prélats (en l'occurrence catholiques, au Moyen Age) aient pu « vendre des indulgences », voire des mètres carrés au paradis. Et qu'ils aient eu des acheteurs, victimes de l'aliénation dominante de l'époque. Nos ancêtres n'étaient pas moins intelligents que nous. Mais leur aliénation avait des fondements différents. Dans le capitalisme c'est désormais « l'argent qui fait l'histoire », façon vulgaire de dire : la valorisation du capital est au poste de commande. Le *moneytheism* s'est substitué au monothéisme, ou bien encore : les deux font bon ménage comme on le voit dans société des Etats Unis. On peut alors vouloir « s'assurer » la « garantie » du profit de la fortune en question. Rien de bien mystérieux. Une bonne forme de garantie est d'ailleurs la fuite dans les « paradis fiscaux ». « Paradis » n'est peut être pas le terme choisi ici par hasard. Au paradis des âmes loin dans le ciel est substitué un paradis du profit, ici bas.

Surmonter une contradiction n'est pas la résoudre. On surmonte une contradiction en restant dans le système qui la génère. On la résout en substituant à ce système un autre qui ne la génère pas.

Dans un bel article écrit en 2006 (le chapitre 3 du livre de Foster et Magdoff cité) les auteurs signalent le gonflement accéléré de FIRE (*Finance, Insurance, Real Estate*) nécessaire pour l'absorption du surplus. Mais au-delà ils l'analysent comme production non soutenable de « bulles » successives. Et l'éclatement d'une bulle (une « crise financière ») ne trouve alors de solution (restauration de la confiance financière) qu'en alimentant le gonflement d'une autre. Les auteurs ont été, du fait de la rigueur de leur analyse, parmi les rares économistes à prévoir la crise de 2008.

La transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles première forme (1890-1950) puis en capitalisme des oligopoles généralisés (à partir de 1970-1980) a entraîné une déformation systématique majeure de ce qu'on appelle le marché financier et une redistribution des cartes dans l'articulation des différents marchés.

A toutes les étapes de son déploiement le marché capitaliste dominant est celui qui commande l'accès au capital « disponible » pour le mettre à la disposition des capitalistes. Dans ce premier sens la financiarisation est inhérente au capitalisme réel de toutes les époques, elle n'est pas « surajoutée ».

Ce qui a changé c'est « qui sont les capitalistes » qui ont accès à ce marché (et donc comment est organisé ce marché pour hiérarchiser cet accès) et comment ces transformations éventuelles réorganisent les autres marchés (marché des productions, marché du travail etc.).

La main mise des oligopoles généralisés sur l'ensemble du système capitaliste s'exprime ici par le contrôle pratiquement total de ces oligopoles sur le (ou les) marchés financiers et monétaires gérés par les banques et les autres institutions financières qui sont parties prenantes des groupes qu'ils constituent. En langage courant cela signifie que seuls les oligopoles accèdent à ces marchés. Tous les autres emprunteurs éventuels sont contraints de passer par eux. Qu'ils s'agisse de « petits » (« l'individu qui sollicite un prêt immobilier, ou la PME) ou de « grands » (les Etats eux-mêmes sont pris à ce piège pour le placement de leurs émissions d'obligations, en particulier les Etats du Sud bien entendu). C'est dans ce sens que j'ai qualifié le marché financier de « marché dominant ». Car en effet les emprunts que les oligopoles font sur celui-ci, qui constituent les moyens de mise en œuvre de leurs stratégies d'expansion dans tous les domaines (concurrence des prix, lancement de produits nouveaux,

délocalisations et autres), déterminent largement à leur tour les configurations des marchés situés en aval : marchés des produits, marchés sur lesquels s'équipent les PME subalternisées, marchés du travail.

Bien entendu l'économie vulgaire, qui ignore délibérément les réalités du monde dont elle prétend rendre compte, ne se pose pas ce genre de questions. Elle se contente de sa thèse « théorique » selon laquelle le niveau de l'emploi est déterminé par celui des salaires et donc que le plein emploi exige que les salariés « ajustent » leurs demandes (plus exactement acceptent la réduction des salaires) au niveau requis pour permettre le taux de profit qui paraît acceptable aux capitalistes ! Le modèle d'accumulation élargie, auquel j'ai fait référence (notamment dans mon livre sur la valeur), démontre l'aberration de cet argument. Le niveau de l'emploi est déterminé par le rythme de l'accumulation et non l'inverse.

L'économie vulgaire présente également une panoplie de « moyens de financement » entre lesquels le capitaliste choisit : l'émission d'actions ou d'obligations, l'emprunt. On ignore délibérément ici que le capitaliste en question a la préoccupation de vouloir conserver la propriété (ou au moins le contrôle) de son entreprise et que cette préoccupation pèse d'une manière décisive dans ses choix. A l'époque où le Ministère des Finances français conduisait des recherches (« économétriques ») qui avaient un sens la question fut posée. Moi-même, en coopération avec un bon mathématicien (Nataf), avons développé un modèle à « prix variables » fondé sur l'observation (empirique) des taux d'endettement extérieur maximaux que ces entreprises et groupes français majeurs de l'époque pouvaient accepter, faute de quoi leur dépassement les aurait menacé de perte du contrôle. Le modèle a été fort utile pour éclairer les politiques d'Etat de soutien aux modernisations industrielles.

Le capitalisme des oligopoles généralisés et financiarisés est également mondialisé. Le cadre de cette mondialisation est défini par les exigences d'expansion de ces oligopoles : ouverture à leurs exportations des marchés des périphéries (et à un moindre degré celle des marchés du Nord aux exportations du Sud), ouverture aux transferts financiers etc.

L'ouverture est gouvernée par l'adoption – imposée souvent – du principe des changes flexibles. Les avantages que le capital des oligopoles en particulier et plus généralement les sociétés du Nord en tirent sont considérables. La méthode permet une sous évaluation systématique des monnaies périphériques entraînant des distorsions dans le système des prix qui favorisent les « consommateurs » du Nord et – non moins important – majorent les profits des oligopoles qui contrôlent le commerce international. Le cas de la Chine, accusée de maintenir le yuan sous estimé pour favoriser ses exportations n'est pas discuté ici, ne serait-ce que parce que la Chine refuse la mondialisation financière intégrale et maintient le contrôle des changes. La méthode permet également des « razzias » opérés par l'invasion des économies périphériques par des capitaux flottants en provenance du Nord, puis leur retrait brutal après avoir raflé des superprofits de spéculation. Les crises du Mexique, de l'Argentine, de la Corée et du Sud est asiatique ont été largement le produit de ces razzias.

Cette ouverture est de surcroît associée au choix du dollar comme monnaie internationale presque exclusive, maintenu en dépit des déficiences des finances des Etats Unis.

L'argumentaire développé pour faire accepter les changes flexibles, prétendus de ce fait déterminés par le jeu libre et honnête de l'offre et de la demande, est celui de l'économie vulgaire : le marché, ici mondialisé, produit le meilleur des mondes, il garantit l'équilibre des balances extérieures, conformément à la doctrine des harmonies universelles sur la critique de laquelle je ne reviens pas. L'aliénation marchande est la clé qui permet à de telles billevesées

plates, idéologiques et dogmatiques de passer pour « scientifiques » et de confondre les exigences du capital dominant avec ce qu'on appellera des « contraintes économiques incontournables ». Le monde réel est constitué de nations inégalement « développées » dont le développement exige de ce fait la mise en œuvre de politiques nationales adéquates auxquelles ne peut pas être substituée la soumission à la même « règle générale » valable pour tous. Qui ignore encore que « le libre échange » favorise toujours les plus puissants, reproduit et approfondit les inégalités internationales ?

La mondialisation du marché monétaire et financier est certainement le talon d'Achille de la mondialisation dite néo-libérale. Ne nous étonnons que cela soit par la rupture de ce maillon faible que la mondialisation en place sera appelée à imploser, que les pays du Sud ré-inventeront les formes de déconnexion (dé-globalisation) adéquates, ouvrant ainsi une nouvelle époque de l'éveil du Sud.